

Cahiers de la Mémoire Vivante du XXème

Association Loi 1901

Président : Michel Dreyfus

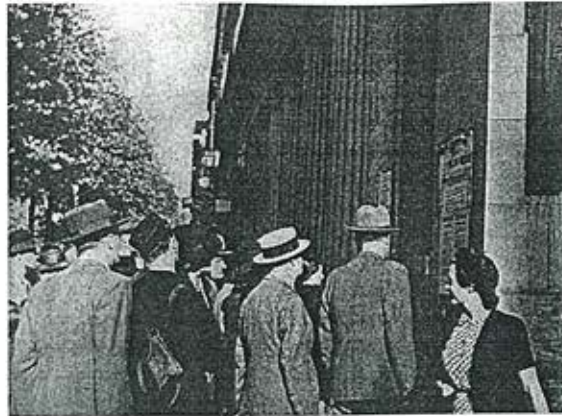


La Résistance dans le 20ème arrondissement de Paris

5 €

Numéro 2
décembre 2001

DOSSIER RÉSISTANCE



Comme elle l'avait annoncé dans le premier *Cahier*, paru début 2 000, Mémoire Vivante a poursuivi son action dans trois directions :

- Organisation de conférences sur l'histoire du XXe arrondissement dans les années 1930-1945, sans s'interdire parfois des incursions dans d'autres périodes. Plusieurs conférences ont été faites : nous en présentons certaines dans ce *Cahier*. Eric Belouet a traité de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC) dans le XXe arrondissement, Danielle Tartakowky du Père Lachaise durant la guerre ; enfin Alain Dalotel nous a fait revivre les grands moments de la Commune à travers la biographie de Gustave Flourens.

- Impulsion de recherches sur l'histoire du XXe arrondissement, dans les années 1930-1945. En rapport avec Mémoire Vivante ont été menés à bien dans le cadre de l'Université de Paris 1, deux mémoires de maîtrise, l'un de Patricia Legris sur l'histoire des Juifs de Belleville dans la décennie 1930 ; le second, réalisé par Marie-Laure Patrault, se situe au cœur des préoccupations de Mémoire Vivante puisqu'il retrace l'histoire de la Résistance dans le XXe arrondissement. Dans ce numéro, Marie-Laure Patrault présente les principaux résultats de sa recherche. Ce numéro est donc largement consacré à l'histoire de la Résistance dans le XXe.

- Enfin, Mémoire vivante, en liaison avec la mairie du XXe, a participé à plusieurs cérémonies du souvenir ; elle a notamment contribué à la pose d'une plaque en l'honneur du groupe Manouchian. Ainsi, Mémoire Vivante mène à bien un de ses objectifs initiaux : participer au devoir de mémoire sur les années sombres.

D'autres initiatives sont en cours de préparation : ainsi, une conférence aura lieu le 13 décembre à La Bellevilloise sur l'histoire de cette coopérative. Ces initiatives auront plus de chance d'aboutir si Mémoire Vivante se renforce : notre Association sera ce que vous en faites.

Michel Dreyfus, *Président de l'Association mémoire Vivante du 20^e arrondissement*

Ont participé à la rédaction et à la mise en forme de cette brochure :

Éric Belouet,
Françoise Berger,
Alain Dalotel,
Michel Dreyfus,
Marius Mouette,
Véronique Odul,
Henri Ourman,
Marie-Laure Patrault
et John Sutton.

La photographie de la couverture représente un Franc-tireur partisan,
lors de la bataille de Ménilmontant, en août 1944.
Elle est signée Henri Guérard ©.

Merci

**à Michel Charzat, député-maire,
pour son soutien à notre association,**

**à la Mairie du vingtième arrondissement
et à La Maroquinerie,
café-littéraire (23, rue Boyer - Paris 20^e)
pour leur accueil lors de nos conférences.**

LA RÉSISTANCE DANS LE XX^e ARRONDISSEMENT

Marie-Laure PATRAULT.



La Résistance dans le XX^e arrondissement appartient à l'Histoire plus générale de la Résistance parisienne. De nombreux ouvrages sont parus sur le sujet, mais peu font référence au XX^e.

L'étude de la Résistance repose pour l'essentiel sur des faits clandestins. La recherche d'informations apparaît difficile, les sources semblant de prime abord inexistantes. Toutefois on ne pouvait imaginer l'absence de Résistance dans cet arrondissement, en raison de ses origines historiques et de sa population habituée à la lutte politique.

Les témoins puis les sources écrites se sont découverts progressivement. Si le temps écoulé permet l'ouverture de certaines archives et l'accession à davantage de données, il a aussi des aspects négatifs : il entraîne l'érosion des mémoires et la disparition inéluctable des témoins de cette période. Bien que généralement de bonne qualité, les souvenirs ne sont plus toujours très exacts, l'écoulement des années ayant tendance à embellir les actions passées et à en gommer les défauts. Il est donc nécessaire de recouper régulièrement les différentes sources d'information – écrites ou orales – afin de cerner la réalité au plus près. Les principales sources de renseignements sur cette période ont été fournies par une dizaine de témoignages d'anciens résistants du XX^e, alors âgés de 15 à 20 ans et divers documents d'archive :

- les archives de la Police au travers notamment des « Situations de Paris », rapports bimensuels des Renseignements généraux et des dossiers d'audition de certains résistants interrogés par les Brigades spéciales ;

- les archives du Musée de la Résistance nationale de Champigny ;
- les archives du mouvement de résistance « Libération Nord ».

On doit cependant regretter l'impossibilité d'accès à certains dossiers des Brigades spéciales, la disparition des archives de la Mairie du XXe, ainsi que l'«absence» de témoignages de personnages clés comme Henri Krasucki.

Peu avant 1940, le XXe arrondissement, cet arrondissement populaire connaît une forte implantation du communisme. Il voit augmenter sa population suite aux différentes vagues d'immigration des populations de l'Est qui fuient les pogroms et les méfaits du fascisme.

Trois minorités sont présentes au début de la Guerre : les Arméniens, les Grecs, et les Juifs d'Europe centrale. Les actions de résistance émanent principalement des communistes, des socialistes et des gaullistes.

Le courant communiste est constitué de l'organisation clandestine des Jeunesses communistes – le PC est clandestin depuis sa dissolution le 26 septembre 1939 – où se retrouvent des jeunes âgés de 15 à 25 ans (l'un de ses responsables politiques les plus connus est Henri Krasucki), de l'Union des femmes françaises, du groupe Front national police, du groupe CGT-PTT. Enfin, au sein de la MOI (Main d'œuvre immigrée), un des sous-groupes du courant communiste, les membres sont réunis par « groupe de langue » ; de nombreux habitants du XXe appartiennent au groupement juif et parlent le yiddish).

Le courant socialiste est présent avec des antennes du réseau Brutus dont le responsable en zone sud est Gaston Defferre. Il l'est également avec le mouvement « Libération Nord » auquel est rattaché le groupe des Pompes funèbres créé par Marcel Faucher, et le groupe de la Mairie du XXe, avec Xavier Pelladan ; ce dernier groupe est chargé de la constitution de faux papiers permettant d'échapper au STO. Enfin, le groupe Honneur de la Police délivre pour sa part de fausses cartes d'identité. Ces groupes socialistes sont en liaison avec le réseau de la Confrérie Notre Dame de Castille à tendance gaulliste.

Deux autres mouvements gaullistes sont également présents au début des hostilités : le groupe « France libre » dont les membres demeurent aux alentours du métro Pelleport où travaille leur responsable. Il distribue principalement des tracts et prépare un éventuel débarquement allié dès 1940. Son manque de discrétion, (défaut

majeur des premiers mouvements de résistance), est la raison pour laquelle il est rapidement démantelé. Un autre groupe, « Le chevalier d'Ecnarf », repose quant à lui, sur l'association d'un employé de l'hôpital Tenon et d'une employée des Assurances.

Si au début de l'Occupation, la résignation et la coexistence sont de mise, tous ces courants souhaitent, après juin 1941, la chute d'Hitler et du gouvernement de Vichy. Derrière les concessions obligées faites à l'ennemi, naît et grandit un sentiment d'hostilité de plus en plus fort qui aboutira à la Libération ; le Comité local de Libération du XX^e a alors à sa tête Raymond Bossus et Xavier Pelladan.

Grâce à cette prise de conscience rapide des premiers résistants, due à leur éducation, à leur volonté d'agir, à leur travail, ainsi qu'à leur expérience de la clandestinité (principalement les communistes), la Résistance a pu se développer dans le XX^e et s'y ancrer jusqu'à la Libération. Les raisons et les formes d'engagement sont propres à chacun, mais la volonté de défendre les valeurs fondamentales – liberté patriotisme, et honneur – est commune à tous. Nombreux sont ceux qui y ont ainsi risqué leur vie. Beaucoup de jeunes présents dans l'arrondissement (la moyenne d'âge des résistants est de 34 ans) ont dû, afin de pouvoir survivre, être projetés sans égard ni préparation dans le monde des adultes et entrer dans la clandestinité ; ils ont ainsi provoqué une coupure totale avec leur vie antérieure. Même s'ils sont revenus vivants de cette épopée, leur esprit en garde des traces indélébiles.

Les différentes sources ont permis d'établir un échantillon portant sur plus de 400 résistants ayant un lien avec le XX^e ; on dispose ainsi d'informations sur la constitution de cette population résistante. On peut ainsi observer une forte proportion de jeunes aux côtés des plus âgés puisque la moyenne d'âge est de 34 ans et la fourchette de 15 à 72 ans. Proportionnellement à la moyenne nationale (12 %), la présence des femmes du XX^e dans la Résistance est importante (25 %). Ces chiffres peuvent s'expliquer en partie par le nombre de jeunes, de femmes et de personnes âgées restées dans la capitale. Parmi ces personnes, 38 % d'entre elles sont artisans ou ouvriers mais on rencontre également des commerçants, des enseignants, des employés aux PTT, à l'hôpital Tenon, au métro, à la mairie du XX^e, dans la Police.

Les activités multiples et diversifiées des résistants ont permis d'agir à différents endroits et divers niveaux, chacun exploitant ses propres possibilités et qualités en utilisant ses relations afin d'agrandir, sans prendre trop de risques, la chaîne de la Résistance. Ceci explique que les premiers groupes se soient formés à partir de liaisons familiales, de cercles d'amis, ou de collègues. Bien que fréquents, les regroupements politiques ne sont pas toujours prioritaires. De plus, chaque groupe a une spécialité : propagande, réseau de renseignements, action armée ou convoyage vers la zone libre.

Les actions de résistances vont donc de la simple propagande, au moyen de tracts lancés sur les marchés ou à la sortie des métros et cinémas, aux « papillons » collés sur les murs et aux journaux clandestins glissés sous les portes ou « abandonnés » dans les stations de métro à l'action armée contre l'occupant. Alors que les groupements socialistes et gaullistes organisent des réseaux de renseignements et de confection de faux -papiers, les Jeunesses communistes font de la propagande et organisent des manifestations. Ils confectionnent des tracts à partir de ronéos ou d'imprimeries clandestines dans le meilleur des cas – assez rarement – ou le plus souvent à partir de petites imprimeries pour enfants ou de la pâte à polycopier servant à l'origine, à dupliquer les menus des restaurants. Ces petites imprimeries sont faciles à cacher dans les appartements ou dans les caves, comme c'est le cas, par exemple, dans la cité ouvrière du 140, rue de Ménilmontant.

Des journaux clandestins propres au XX^e circulent tels que *L'Éveil du XXe* et *La Voix des Femmes du XXe*¹. Cette presse est essentiellement à tendance communiste. Ses thèmes sont la résistance à l'ennemi, la mobilisation contre lui, l'appel à des manifestations pour l'amélioration des conditions de ravitaillement, préoccupation première des parisiens ; ils défendent également des slogans politiques vantant les mérites du socialisme et du communisme face au capitalisme.

A partir de 1941, des groupes d'actions armées se forment. Certains résistants du XXe participent à des opérations importantes, tel Fernand Zalkinow, présent aux côtés du Colonel Fabien lors de l'attaque d'un officier allemand à la station de métro Barbès. Plusieurs membres de la MOI et des FTP-MOI tels que Marcel Rajman,

¹ Voir le fac-similé page 20-21.

Armenak Manoukian (fusillés le 21 février 1944 après « le procès des 23 »)¹ ou encore Raymond Kojitsky, dit Pivert se planquent dans l'arrondissement.

D'autres résistants partent à Lyon ou à Grenoble où ils retrouvent d'anciens camarades d'école et forment par le biais de la MOI, le groupe Carmagnole-Liberté.

A partir de la fin de l'année 1942, et plus particulièrement au début de l'année 1943, la Jeunesse communiste et une partie de la MOI sont progressivement victimes de dénonciations ou de filatures des Brigades spéciales entraînant ainsi leur "chute" en novembre 1943. Toutefois, à compter du mois de juillet 1944, de nouveaux groupes à tendances pluralistes se reforment et participent activement à la Libération comme c'est le cas lors de l'attaque du train de Ménilmontant.

La Résistance est également présente dans le Centre d'hébergement surveillé des Tourelles, ancienne caserne située sur le boulevard Mortier où séjournent des internés administratifs et politiques. Ce Centre est une plaque tournante d'où partent de nombreux convois en direction de camps comme Drancy ou Pithiviers. Il a pour particularité d'être sous la responsabilité de gendarmes français, ce qui est assez inhabituel. Des réseaux de résistance tentent de s'y former. Des liens s'établissent avec l'extérieur grâce aux visites autorisées permettant des échanges d'informations sur les activités clandestines. Des liaisons avec le personnel de l'hôpital Tenon et la bonne volonté de certains gendarmes favorisent de multiples évasions surtout à partir de l'année 1944.

Quelles qu'elles soient, simple lancer de tracts ou collage d'affiches ou au contraire actions armées violentes, les différentes activités de la Résistance ont toutes un seul et même but : déstabiliser l'occupant et mobiliser la population en vue de la Libération. Elles exigent toutes, de la part des résistants, patience, ingéniosité, détermination et persévérance ainsi que courage et sacrifice de soi car leur prise de risques est grande et leur avenir incertain.

¹ cf. *Cahiers de la Mémoire Vivante du XX^{ème}*, n° 1, entièrement consacré au Groupe Manouchian.

LA JOC ET LA JOCF DANS LE XXE ARRONDISSEMENT (1927-1947)¹

Éric BELOUET *



Pour qui travaille sur l'histoire d'un mouvement à l'échelon national, le passage à une histoire plus locale se révèle souvent extrêmement stimulant car il permet de mesurer l'écart existant entre la ligne définie au sommet de la pyramide organisationnelle et sa traduction concrète à la base. Mais une telle exploration n'est pas toujours aisée. Faire l'histoire des vingt premières années d'existence du mouvement jociste dans le XX^e arrondissement s'est ainsi rapidement révélé une tâche particulièrement ardue, ceci pour plusieurs raisons.

La première d'entre elles tient à la pénurie des sources. Les archives nationales de la Jeunesse ouvrière chrétienne (JOC/JOCF)² sont certes très riches, mais renferment essentiellement des documents portant sur la période de l'après-guerre et émanant presque exclusivement des échelons national et régional du mouvement. Les archives locales n'y figurent pas, d'autant que, s'agissant de la région parisienne, un grand nombre d'entre elles ont été détruites. Mes démarches auprès des principales paroisses de l'arrondissement s'étant elles aussi montrées infructueuses, il m'a donc fallu travailler principalement à partir de témoignages oraux d'ancien(ne)s militant(e)s jocistes du XX^e. J'ai pu en recueillir une quinzaine, parmi lesquels six ont apporté des éléments directement exploitables³. Les

¹ Conférence du 9 novembre 2000, à la mairie du XX^e arrondissement.

* *Doctorant en histoire, Université Paris XIII*

² Déposées aux Archives départementales des Hauts-de-Seine, à Nanterre.

³ Témoignages de Marysette Bellineau-Guingamp, Geneviève Forest, Roger Grisel, Jean Ladent, Jean Monnereau, Charles Poitevin, auxquels j'adresse mes remerciements. Tous ces témoignages, à une exception près, émanent de jocistes ayant appartenu au mouvement de jeunesse dans les années

données ainsi recueillies ont été complétées par la consultation d'archives privées¹ et par la lecture de quelques ouvrages².

Un autre problème est l'évolution constante de l'architecture du mouvement jociste en région parisienne. Le nombre et le contour des sections et des fédérations changent très souvent au cours de la période étudiée, et il est d'autant moins facile d'avoir une vision globale de l'ensemble que la délimitation n'est pas la même pour la branche féminine et pour la branche masculine.

Compte tenu de ces difficultés, il m'a semblé plus pertinent, dans le cadre de cet article, d'opérer un constant va-et-vient entre le cadre général – le mouvement jociste à l'échelon national – et, lorsque cela est possible, sa traduction locale dans le XX^e arrondissement.

CRÉATION ET ORIGINALITÉ DU MOUVEMENT JOCISTE

La JOC a d'abord vu le jour en Belgique où elle a été reconnue officiellement en 1925. Sa création en France est l'œuvre de Georges Guérin. Nommé vicaire dans la banlieue ouvrière de Clichy, on lui confie l'animation des jeunes de la paroisse. Bouleversé par le fossé qui sépare les jeunes ouvriers de l'Église, il s'appuie sur l'expérience belge pour créer la JOC française, officiellement reconnue en juillet 1927. L'année suivante, la JOCF, branche féminine du mouvement, voit le jour.

La profonde originalité de la JOC/JOCF tient principalement au fait que ce mouvement d'Action catholique spécialisée se situe au confluent de deux mondes largement étrangers l'un à l'autre : l'Église et la classe ouvrière. Dès la fin du XIX^e siècle et plus encore au lendemain de la Première Guerre mondiale, la déchristianisation de la société et, en particulier, celle de la classe ouvrière, devient l'une des sources de préoccupation majeures de l'Église. L'émergence d'un prolétariat urbain, conséquence de l'industrialisation, lui impose d'adapter ses structures. Plusieurs expériences sont mises sur pied par des catholiques sociaux. Mais jusqu'à la création de la JOC, elles ont toutes en commun une démarche quelque peu paternaliste. Ce sont des clercs ou des laïcs des milieux bourgeois qui vont vers les ouvriers dans l'espoir de les rallier. On trouve d'ailleurs une illustration de

quarante. Je dispose donc de très peu d'informations concernant les dix premières années d'existence de la JOC dans l'arrondissement, les principaux acteurs de cette histoire étant aujourd'hui décédés.

¹ Je tiens en particulier à exprimer toute ma gratitude à Marysette Bellineau-Guingamp qui a bien voulu mettre à ma disposition ses archives personnelles, en particulier la collection des premiers numéros de *Une seule âme*, le mensuel de la fédération jociste Paris-Est. J'ai pu consulter la suite de cette collection aux Archives historiques de l'archevêché de Paris (cote 8-K-VII).

² En particulier Roger Meuillet, *prêtre de Paris. Écrits et témoignages de ses amis*, Paris, Coopérative de l'enseignement religieux de Paris, 1987 ; *Jocistes dans la tourmente. Histoire des jocistes (JOC-JOCF) de la région parisienne, 1937-1947*, Paris, Éditions du Témoignage Chrétien / Les Éditions Ouvrières, 1989 ; Yvan Daniel, Lucien Croci, *Celui qui cherche...*, Paris, Bonne Presse, 1947.

cette démarche à Belleville avec les "Équipes sociales" créées par Robert Garric pour diffuser en milieu ouvrier des éléments de culture afin de limiter les clivages de classe.

Or, la naissance du mouvement jociste témoigne d'une toute autre logique. C'est la première fois qu'est mis en application le principe de "l'apostolat du semblable par le semblable", l'idée selon laquelle l'évangélisation des ouvriers ne saurait être l'œuvre que des ouvriers eux-mêmes.

L'originalité du jocisme tient également à une spiritualité christocentrique (entièrement fondée sur la personne du Christ ouvrier) et à une pédagogie basée sur l'action (avec le triptyque « Voir-Juger-Agir »). Dans l'esprit de ses fondateurs, la JOC/JOCF se doit d'être tout à la fois une école, un corps représentatif de la jeunesse salariée et un ensemble de services.

PREMIERS DÉVELOPPEMENTS (1927-1939)

La JOC se dote d'emblée d'une structure pyramidale assez classique. À la base il y a la section, qui correspond à une paroisse. Les sections sont groupées en fédérations, lesquelles correspondent, selon l'implantation du mouvement jociste, à une ville ou à un département. En 1942, la JOC/F crée par mesure de sécurité un échelon régional (les "provinces") entre les fédérations et le secrétariat national. Parallèlement, on trouve les mêmes structures pour les aumôniers, qui n'ont qu'un rôle d'accompagnateurs, les dirigeants du mouvement à tous les niveaux étant les laïcs.

À Paris et dans la région parisienne, les sections jocistes se multiplient à partir de mars 1927 : un groupe d'apprentis à Belleville, une section à Wagram (XVII^e arr.), une autre à N-D-de-la Gare (XIII^e arr.), etc. La première section jociste masculine à voir le jour dans le XX^e arrondissement est celle de St-Germain-de-Charonne. Ses militants participent à la première Journée d'étude de la JOC de la Seine, tenue le 10 juillet 1927 rue Championnet en présence de 200 jocistes représentant 28 sections de Paris et de sa proche banlieue. Parmi les sections représentées, outre celles déjà citées, on trouve les sections de La Chapelle, La Roquette, Javel, Montmartre, St-Hippolyte.

Au cours de ses douze premières années d'existence, la JOC/F connaît un extraordinaire développement. Pour l'ensemble du pays, la JOC masculine passe de 4 200 adhérents (répartis en 157 sections) en 1928 à 45 000 jocistes (pour 1 230 sections) en 1939. Les chiffres sont sensiblement identiques pour la JOCF. Autre signe de cette croissance : en 1939, la *Jeunesse ouvrière*, organe de la JOC, tire à 130 000 exemplaires et la *Jeunesse ouvrière féminine* à 178 000. Par ailleurs, l'implantation de la JOC/F au cours de cette période fait apparaître